

Quel syndicaliste pourrait accepter le nouveau plan stratégique, intitulé « *La Poste 2030, engagée pour vous* », et ne pas chercher à le combattre ?

Car enfin, ce plan n'a qu'un but :

Celui d'aller le plus loin possible dans la privatisation, à l'image d'Orange, ex. France Télécom, ou d'autres services publics aujourd'hui.

« *Poursuivre sa transformation* » (de La Poste) est la ligne directrice de ce plan, martèle la direction.

« Poursuivre » et surtout accélérer comme l'explique abruptement le directeur de la Branche Services Courrier Colis :

« *Nous devons avoir une accélération du cycle de gestion de l'excédent brut d'exploitation* ».

Ce plan veut donc poursuivre et accélérer les suppressions d'emplois, réorganisations incessantes, fermetures de services, de bureaux, la dégradation des conditions de vie et de travail, la précarité, la remise en cause du statut, du service public ... auxquelles sont confrontés postiers et aussi les usagers.

Est-ce irréversible ?

Au plan local, dans nombre des services où la direction a commencé de décliner son plan et malgré l'état d'urgence et toutes les entraves en particulier à la liberté de se réunir, avec leurs délégués, les postiers ont décidé de leurs revendications et sont allés jusqu'à la grève.

Postiers et délégués sont donc disponibles mais en même temps leurs luttes revendicatives restent d'une certaine façon confinées au plan local, au fil du déroulé par la direction dudit plan, service après service. Pour faire céder la direction - la politique de privatisation-destruction du gouvernement - la question reste posée d'unifier et de centraliser cette résistance - la responsabilité des Fédérations dans ce sens - sur l'exigence simple, unificatrice, d'abandon du plan, pour la satisfaction des revendications (cf interview p.2)

Accompagnant et intégré à ce plan 2030, la direction soumet à la signature des fédérations syndicales un accord social, au titre significatif de # *Réussir ensemble* #.

Son objet est d'emblée et simplement défini dans son préambule : « *accompagner les postiers dans la transformation de La Poste* ». Le même préambule indiquant, « *les organisations syndicales signataires soulignent que leur engagement au présent accord est distinct de leurs positions respectives, implicites ou explicites, quant au plan stratégique ...* ».

Comment comprendre ?

Une fédération pourrait donc en même temps se prononcer contre le plan 2030 et pour l'accord qui,

selon nous, vise à monnayer les mobilités, les reconversions, l'acceptation des suppressions d'emplois, ... et instituer de nouvelles règles toujours plus éloignées du statut et de ses garanties ? Avant même le déploiement généralisé du plan ?

**Samedi 10 avril, se tiendra une réunion nationale  
des délégués des comités locaux  
de résistance et de reconquête**

Profitant de l'épidémie, l'offensive redoublée avec ce plan 2030 contre le service public postal, contre le statut des postiers, se combine à la destruction, sous leurs formes particulières, de bien d'autres secteurs tels l'hôpital public, la SNCF, les télécoms, les banques, le privé, etc., cela pour satisfaire aux plans des multinationales.

La Poste n'est pas en reste :

- *mars 2020* : la privatisation montait d'un cran avec l'accord gouvernement/La Poste/CDC-CNP, la CDC devenant l'actionnaire majoritaire.

On sait de quoi il retourne : hier la CDC vendait ses parts dans les autoroutes à un actionnaire privé, dernièrement le fonds BlackRock augmentait sa part dans le capital d'Orange.

- *mars 2021* : le plan 2030 entend « *doubler son chiffre d'affaires à l'international* », rentrer « *dans le top 10 mondial des opérateurs de services au e-commerce ...* », accélérer son offensive financière partout en Europe, au Brésil, en Afrique.

Si cette offensive du capital financier se concentre dans ce plan destructeur, que l'avenir du service public et du statut sont en jeu, la logique voudrait que les dirigeants de nos fédérations syndicales se donnent les moyens de réunir les collègues pour discuter et mobiliser sur **la revendication qui nous unit tous, celle de l'abandon, du retrait du plan 2030**. Alors qu'à tous les niveaux, nombre de militants veulent résister, faire reculer ce gouvernement, les patrons, que ce soit pour arrêter l'état d'urgence liberticide ou pour arrêter cette politique réactionnaire.

**S'inscrivant dans l'action du CNRR, l'ambition de ce bulletin, du précédent, est de jeter les bases d'un cadre ouvert de discussions, d'initiatives et d'actions qui puisse, en aidant à surmonter les obstacles et la division, permettre à la mobilisation des postiers et de leurs syndicats de prendre corps, pour faire reculer la direction, le gouvernement, sur leur plan stratégique, sur la remise en cause de nos acquis statutaires.**

Nous proposons de nous réunir au plus vite en audio/visio-conférence. Qu'en pensez-vous ? Remontez-nous vos réflexions, propositions ... elles participeront de la préparation de cette réunion.

**Le 16 mars, les postiers du 92 étaient en grève, se rassemblaient au siège de La Poste avec leurs syndicats CGT, SUD et FO. Comment cette grève a-t-elle été suivie et comment s'est déroulé le rassemblement ?**

Nous avons effectué des visites de services avec prises de parole en commun en axant nos interventions (pour nous) sur le *plan stratégique 2020-2030*, en expliquant ce que La Poste prépare, en proposant aux facteurs de se réunir et de décider des actions à mener.

Chiffres très significatifs de grève ! Le rassemblement du 16 mars a été une réussite. Symptomatique du malaise qui touche tous les postiers, notre appel départemental a été saisi par d'autres départements, les Yvelines, la Seine Saint Denis, le Val d'Oise, mais aussi en Gironde ou encore en Loire-Atlantique, bien souvent pour les mêmes raisons que nous, parce que découlant du plan stratégique. Nous étions environs 300 Postiers, notre cortège avait « *de la gueule* » !

**Sur quelles revendications ?**

L'arrêt des projets supprimant des emplois, un facteur = un quartier-lettre du lundi au samedi, la « CDIisation » de tous les contrats précaires, le comblement de tous les postes vacants par des CDI Poste, le retrait du critère de présentéisme sur la prime d'équipe, l'augmentation des salaires, etc.

**Tu parles du plan stratégique de La Poste 2020-2030. Les grèves à Prades et à Thouars, relatées dans Informations ouvrières, posaient cette question. Un accord dit « pacte social », partie prenante de ce plan, est en négociation avec les fédérations ? Que peux-tu nous en dire ?**

Pour moi, le plan stratégique et le pacte social sont indissociables. D'ailleurs, La Poste elle-même l'écrit. Dans l'accord proposé, la Direction parle de nécessaire « *construction d'un pacte social* », de « *conclusion d'un accord au niveau La Poste SA pour accompagner la mise en œuvre du plan stratégique 2030* ».

Monnayer les mobilités, les reconversions, les réorganisations et suppressions d'emplois, comme le propose la Direction dans son pacte, ne sont pas les revendications des postiers.

Dans mon secteur, au Courrier, sur les départements 92-78-95, le plan stratégique, c'est 67 réorganisations avec en moyenne la suppression de 8 positions de travail par « réorgs ». Le « *pacte social* » proposé

prévoit aussi la mise en place d'« *équipes autonomes et performantes* » (EAP) qui remettent en cause le statut de « *titulaire de quartier* », et aussi une réduction drastique de la « *masse managériale* ». Pour résumer, un postier de base devra en plus de sa charge de travail effectuer les tâches de l'encadrement. La direction indique d'ailleurs ouvertement la suppression de 60% de l'effectif d'encadrement.

Je pense que partout, c'est du même acabit.

Le 16 mars on vient poser les revendications, on vient même pour négocier, et la Direction refuse de nous recevoir. Comment comprendre ? Comment accepter ? C'est un diktat à l'encontre de tous les postiers et de leurs fédérations. Il y a une forme de « *confinement* » de la négociation sur ce pacte social. Peut-on d'ailleurs parler de négociations ? Les revendications que nous portons, et qui provoquent ces grèves, devraient être mises sur la table. Je pense qu'il faut se positionner nettement pour l'abandon, pour le retrait du plan stratégique, comme pour les retraites ; qu'il faut, en discutant avec les collègues, monter une espèce de cahier national de revendications contre les suppressions d'emplois, les réorganisations, l'explosion de la précarité, les fermetures de bureaux, pour la défense du statut et du service public.

**Le 10 avril prochain, le CNRR organise une réunion nationale de délégués. A ton avis, quelles raisons les postiers auraient-ils de la préparer et d'y participer ?**

Les dirigeants de La Poste avec l'aide du gouvernement se saisissent de la Covid-19 pour transformer, déréglementer le travail en essayant d'exterminer le dernier rempart du service public dans l'entreprise. Il existe une culture de combat au sein de La Poste et plus particulièrement dans sa branche Courrier. Dans une situation qui met à l'ordre du jour pour les postiers, les usagers, l'abandon du plan stratégique de La Poste (ce que devrait porter avec détermination les fédérations syndicales), je suis intéressé et mes collègues aussi, à partager sur l'offensive du capital financier et de son gouvernement dans les différents secteurs, sachant qu'en plein confinement a été officialisé l'Etat minoritaire au profit de CDC/CNP ; et à suivre comment par exemple les personnels hospitaliers se mobilisent, envisagent de faire des réunions de délégués. A l'heure, où le patronat propose « *aux partenaires sociaux (de) repenser leur rôle...* », les postiers, leurs délégués syndicaux, sont concernés. Par la discussion et l'action, il s'agit d'organiser le combat.

# CONTRIBUTION

La direction pressure les fédérations pour obtenir un « *Accord social #Réussir ensemble 2021-2023* » (1). Ensemble patrons et ouvriers, c'est la doctrine sociale de l'Eglise, chère à la CFDT. La Direction du Groupe La Poste (LP) et les employés postiers avec leur syndicat auraient les mêmes intérêts ? Tous, main dans la main, patron et salariés ?

Le PDG de La Poste, Philippe Wahl, a été reconduit par le Conseil des ministres à la tête du CA de LP pour mettre en œuvre la politique gouvernementale de « baisse des coûts » (masse salariale et effectifs), de destruction du statut et contrats précaires, d'individualisation et ubérisation, de sous-traitance, d'externalisation ... de privatisation.

Hier avec Hollande, aujourd'hui avec Macron, au service exclusif du capital financier dont les exigences sont décuplées pour surmonter sa crise du système capitaliste !

## Sa feuille de route ?

Faire franchir une nouvelle étape de la privatisation et du désengagement de l'Etat à La Poste. Mi-mars 2020, en plein état d'urgence « sanitaire » avec le confinement ... en même temps est officialisé un « *grand pôle financier public au service des territoires* » consacrant le désengagement de l'Etat, avec une part réduite à 1/3 contre 2/3 à la Caisse des Dépôts (CDC) avec sa filiale CNP-Assurance, privée et cotée en bourse, désormais accolée à LBP (2),

Le plan stratégique répond à cet objectif que Wahl dans sa lettre aux postiers du 25 janvier 2021 conclut par « *...s'engager pour le développement rentable de nos métiers...* » ; moyennant quoi il faut tailler dans les effectifs, les rémunérations, les statuts ...

Quant aux « missions de service public » dans le dossier de presse du 25 février 2021 du plan stratégique (3) on lit :

« *Les enjeux majeurs du Groupe : les missions de service public, essentielles à adapter et...financer « le déficit économique du service universel, apparu en 2018, est devenu massif en 2020, alors même que le coût des trois autres missions de service public [distribution de la presse, aménagement du territoire, accessibilité bancaire] n'est que partiellement compensé. Ce déficit global met en péril tant la bonne exécution des missions que la pérennité du modèle postal. Un juste financement des déficits doit être mis en place de façon pérenne.* » ...

Or, il est de notoriété publique que ce financement dû par l'Etat accuse un déficit annuel de quelque 1 milliard d'euros...Le PDG Ph. Wahl feint donc de se plaindre de la non-compensation intégrale par l'Etat de milliards dus au titre des missions de service public... alors même qu'il a été mis aux manettes de La Poste par ce gouvernement - et personnellement rémunéré 450 000 €/an - ... pour mettre en œuvre ce désengagement sans précédent de l'Etat à La Poste !

La direction ne cesse d'invoquer des « efforts de productivité » tandis qu'elle sous-traite, en particulier au Colis dont le trafic a explosé avec la « crise sanitaire », et qu'elle externalise.

**Dans les faits, leur « plan stratégique » s'applique maintenant. Les postiers n'acceptent pas et recherchent les voies de la résistance.**

Ce plan provoque de multiples conflits et grèves locales dans de nombreux départements. Avec leurs sections syndicales, ils résistent : contre les réorganisations avec suppressions d'emplois de titulaires et le remplacement par les contrats précaires (intérim, GEL...), la flexibilité, contre les suppressions de tournées ; contre la sous-traitance, pour le comblement des vacances d'emplois, l'embauche en CDI à temps complet ; contre les transformations de bureaux, en Agence postale communale ou relais-poste privés, voire leur fermeture.

Alors accompagner cette politique par un pacte social indispensable à Ph. Wahl et au gouvernement qui l'a mandaté **ou** prendre en charge les revendications, pour stopper la régression, faire reculer la Direction et la politique réactionnaire du gouvernement qu'elle représente ?

**Pour les postiers le choix est clair : Non au plan stratégique qui poursuit et aggrave l'inacceptable !**

---

(1) Evolution du titre : « Pacte social » « accord social relatif au plan stratégique 2030 » (octobre 2020) « Projet d'accord social La Poste SA - accompagner la transformation de La Poste par l'innovation RH » (version du 15/01/21) à ce jour « Accord social #Réussir ensemble » (version du 26 mars)

(2) Le 28 février 2020, le directeur financier de la Branche Services Courrier Colis (BSCC), devant un parterre de cadres supérieurs réunis à Paris sur la feuille de route 2021, en donnait le contenu :

« *La CDC est montée au capital de La Poste en échange de titres de la CNP-Assurances. Elle passe ainsi de 15 à 60 % dans le capital de La Poste. L'Etat devient actionnaire minoritaire. Mandarine est le nom du processus de valorisation de La Poste. En effet l'apport de CDC est estimé à 6 milliards d'euros. Il a donc fallu valoriser les actifs de la Poste à céder. La baisse des taux pour la Banque Postale et l'accélération de l'attrition du courrier pousse la CDC à considérer que ces actifs ont été surévalués. Cette opération effectuée l'attente de la CDC est claire : nous parlons cash ! L'EBE devient le maître mot (Excédent Brut d'Exploitation) ! **La rentabilité des capitaux investis doit être systématique !** Nous devons avoir une accélération du cycle de gestion. **Cette situation nouvelle implique que le nouveau plan stratégique de la Poste sera porteur de nouveaux changements au-delà de ce que nous pensons : Changement attendu des textes et loi sur le service ! Changement fondamental des processus de la distribution !** »*

(3) « devenant une entreprise de mission » « cette transformation de notre modèle stratégique nous permettra de répondre aux défis de l'évolution du service universel » [distribution 5j/7 directives européennes].

**Entendu lors du rassemblement au Siège, le 16 mars dernier,  
l'intervention de Christophe Massé,  
secrétaire général du syndicat CGT FAPT de la Vienne (extraits)**

Au-delà du salut fraternel de lutte que notre syndicat départemental CGT FAPT de la Vienne apporte aux postiers grévistes des Hauts-de-Seine, (...) l'appel commun à la grève dans l'unité SUD-CGT-FO dans les Hauts-de-Seine sur une plate-forme revendicative qui est claire, nette et précise, ne doit pas rester isolé. Il doit ouvrir une perspective nationale pour affronter et défaire la politique de Wahl.

(...) à propos des suicides à La Poste. Même dans ce domaine, les dirigeants de La Poste, Philippe Wahl en tête, prétendent associer les syndicats à l'accompagnement de leur politique de destruction. Ils savent que leur politique de bousille va se traduire par de nouveaux drames, par des suicides.

Et ils ont tiré les conséquences de ce qui s'est passé il y a douze ans à Orange : la machine à broyer...

Alors ils présentent un projet d'accord sur la prévention des risques psycho-sociaux.

Ils identifient six causes. Il en manque une : c'est le plan stratégique !

C'est leur orientation qui vise à détruire dans les dix ans qui viennent deux emplois sur trois dans la branche Courrier.

**Alors, les réorgs, c'est comme l'état d'urgence sanitaire : maintenant, ça suffit !**

**Les atteintes au service public qu'ils ont prévues, la liquidation de ce qui reste du service public postal à travers le plan stratégique, c'est comme les atteintes aux libertés : maintenant, ça suffit !**

**Unité ! Tous ensemble !**

